



Caritas Congo Asbl



RAPPORT D'EVALUATION DES BESOINS HUMANITAIRES EFFECTUEE AUPRES DES MENAGES SINISTRES VICTIMES DES INONDATIONS DANS LES COMMUNES DE MASINA, LIMETE, BARUMBU, NGALIEMA, MONT- NGAFULA DANS LA VILLE PROVINCE DE KINSHASA

Évaluation réalisée par : CARITAS Congo Asbl, GAPEC, ALPHAGEDE, COODEPE, CAFID, CBS, APROSHAV, Les Ailes du Cœur, COBRA, ACVDP, et APSME.

Janvier 2024

Depuis le mois de novembre 2023 la Ville Province de Kinshasa et ses environs font face à une catastrophe naturelle d'inondation suite à la crue du fleuve Congo et ses affluents touchant plus de 5 (cinq) Communes dont : Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina. Il est à noter qu'au cours de trois dernières années, la ville Province de Kinshasa observe de perturbations atmosphériques inhabituelles (inondation, pluies abondantes et diluvienne...) qui ont des conséquences humanitaires considérables. Selon les experts, ces phénomènes sont des effets de la perturbation climatique. On a noté la présence de plusieurs cas des pertes des matériels, d'élevages, de stock de vivres, destruction des parcelles agricoles, écroulement des murs de maisons et des bâtiments publics (écoles, centre de santé, église...). Au moins **78.988 personnes (11.284 ménages) ont été affectés dans plus de 5 communes de la ville Province de Kinshasa.**

Actuellement, les ménages sinistrés n'ont pas encore reçu d'assistance appropriée ; une évaluation des besoins a été diligentée sur un échantillon représentatif de 100 ménages répartis dans les Communes cibles victimes des inondations dans la Ville Province de Kinshasa. Cette évaluation s'est réalisée du 13 au 20 janvier 2024 dans les Communes de : Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina.

Cette évaluation des besoins a ressortis que 50% des répondants femmes ont pris part à cette évaluation des besoins humanitaires ; 60% des ménages sinistrés et 40% des ménages d'accueil ont répondu aux questionnaires d'évaluation ; 75% des ménages enquêtés ont une taille ménage supérieure ou égale à 7 ; 85% des ménages consomment actuellement moins de 2 repas journalier ; le score de consommation alimentaire moyen des ménages est de 19.3 pour les sinistrés et 20.4 pour les familles d'accueil (score de consommation alimentaire pauvre ; inférieur à 28) ; l'indice de stratégie de survie moyen des ménages est de 62.9 ; 74% des sinistrés ont comme principale source de revenus, le petit commerce ; la taille de ménage moyen est de 6.9 personnes par ménage ; le score card NFi est de 4.3 (ce qui est au-delà du seuil d'alerte ; score card NFI > à 4) ; les habitats des ménages vivent dans une forte promiscuité (38 m²) ; 85% des ménages ne savent ni n'appliquent les 5 moments clés de lavage des mains et enfin, 75% des ménages sont confrontés aux difficultés de répondre à leurs besoins en soins médicaux.

De ce fait, une intervention multisectorielle via la modalité de cash transfert à multiple usage est recommandée afin de couvrir prioritairement les secteurs de la sécurité alimentaire, des articles ménagers essentiels et de l'abris y compris de la santé dont ont été affectés les communautés et les personnes affectées par la crise.

D'après le résultat publié par le Régie des Voies Fluviales (RVF) du 28 décembre 2023 sur la mesure de jaugeage du fleuve Congo réalisé entre Kinshasa et Brazzaville indique une « **montée exceptionnelle** » des eaux du fleuve et ses affluents soit 73209,101 M3/s avec 5,91m de niveau d'eau à la station principale d'échelle limnométrique de Kinshasa port public. Selon la même Régie, l'évolution exceptionnelle du niveau du fleuve Congo (5,94m en date du 28/12/2023) et l'allure de la remontée des eaux se rapproche de celle de 1961 qui était de 6,26m. Face à cette situation, la RVF alerte les autorités publiques et la population à prendre les dispositions qui s'imposent. Bref une situation générale désastreuse avec d'importants impacts sur la sécurité alimentaire (scores de consommation alimentaire pauvre, faible diversité alimentaire, taux de malnutrition dépassant les seuils d'urgence, perte des avoirs relatifs aux moyens d'existence).

La ville Province de Kinshasa vient d'enregistrer une alerte de catastrophe naturelle à savoir :

En novembre 2023 la Ville Province de Kinshasa et ses environs font face à une catastrophe naturelle d'inondation suite à l'augmentation du niveau des eaux du fleuve Congo touchant plus de 5 (cinq) Commune dont : Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina. Il est à noter qu'au cours de trois dernières années, la ville Province de Kinshasa observe de perturbations atmosphériques inhabituelles (inondation, pluies abondantes et diluvienne...) qui ont des conséquences humanitaires considérables. Selon les experts, ces phénomènes sont des effets de la perturbation climatique. On a noté la présence de plusieurs cas des pertes des matériels, d'élevages, de stock de vivres, destruction des parcelles agricoles, écroulement des murs de maisons et des bâtiments publics (écoles, centre de santé, église...). **Au moins 78.988 personnes (11.284 ménages)** ont été affectés dans plus de 5 communes de la ville Province de Kinshasa.

La plupart des personnes touchées ont également perdu leurs moyens de subsistance, car de nombreuses cultures semées et des parcelles agricoles sont lessivées entraînant un impact probable sur la production causant ainsi l'insécurité alimentaire dans ces Communes. Ces personnes sont exposées à la propagation des maladies d'origine hydrique suite à la promiscuité au sein du ménage. Les centres de santé locaux ont été affecté et difficile pour ces Centres de Santé à faire face à toute éventuelle épidémie, faute de médicaments et d'équipements.

C'est ainsi que la Caritas Congo à travers son système d'alerte de Veille Humanitaire mis en place dans la zone mais également grâce aux acteurs humanitaires : GAPEC, ALPHAGEDE, COODEPE, CAFID, CBS, APROSHAV, Les Ailes du Cœur, COBRA, ACVDP, et APSME et les structures étatiques en place, ces derniers ont entrepris des démarches afin de répondre à la crise qui vient de frapper cette population ; c'est pourquoi, une évaluation des besoins a été diligente à cet effet ; notons également la collaboration avec le RONHD (Réseau National des ONG Humanitaire et de Développement) sous la Coordination du CONAFOHD-RDC (Conseil National des Fora des ONGs Humanitaire et de Développement) a été mis au point.

Cette mission conjointe d'évaluation des besoins humanitaires urgents a été organisé du 13 au 20 janvier 2023 dans les communes de : Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina en ville province de Kinshasa.

1. Objectifs de la mission

1.1. Objectif général de la mission : Déterminer les besoins humanitaires de la zone affectée.

1.2. Objectifs spécifiques de la mission

- Circonscrire le contexte humanitaire et sécuritaire de la crise (causes et conséquences)
- Faire une cartographie des acteurs humanitaires de la zone, circonscrire les interventions en cours et celles déjà réalisées pour répondre à la crise ;
- Identifier les gaps restant en termes de besoins humanitaires dans la zone affectée par la crise tout en collectant les informations qualitatives et quantitatives en vue de la formulation des indicateurs KOI (Keys Objectifs Indicators) et KRI (Keys Results Indicators) ;
- Au cas où l'évaluation des besoins ressort des besoins urgents, proposer les actions à mener comme intervention humanitaire et de suggérer l'approche humanitaire adaptée au contexte pour répondre à la crise ;
- Effectuer une étude du marché et l'analyse du pouvoir au sein des communautés et des ménages.

2. Résultats attendus

- Le nombre des personnes dans le besoin d'assistance est évalué et les modalités ainsi que les stratégies d'assistance sont proposées conformément aux lignes directrices des différents clusters ;
- L'accès physique à ces zones est évalué et des coordonnées GPS prélevées aux points chauds ;
- L'ICR et le CRIO sont informés des résultats des évaluations et des propositions claires orientées vers la prise de décisions adaptées à chaque contexte leurs sont formulées.

3. Méthodologie

Cette étude d'évaluation a portée sur un échantillon représentatif de 100 ménages répartis dans les Communes cibles victimes des inondations conduisant à un mouvement de population dans la ville Province de Kinshasa.

Le choix des ménages à enquêter a été aléatoire suivant la technique de la pointe de crayon mis en place par l'Unicef qui consistait à suivre la direction de la pointe indiquée par le crayon en le jetant au sol avec un saut de pas en fonction de la proportion de nombre de ménage présent dans l'axe. Au total, 100 ménages ont été enquêtés. Dans le souci de collecter de données statistiquement représentatives sur l'ensemble des zones inondées, la méthode accélérée d'analyse participative a été utilisée couplée aux techniques de l'interview structurée avec les personnes ressources et les enquêtes ménages. Le choix des ménages à interroger était fait de manière aléatoire suivant la technique de la pointe de crayon, mis en place par l'Unicef. Les données collectées ont été saisies et traitées sur ordinateur grâce au logiciel Excel et SPSS.

En dépit de la situation structurelle précaire dont vivait déjà les communautés des Communes touchées plus précisément dans : Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina, notons que cette crise n'a fait qu'aggraver la situation humanitaire mettant la communauté dans un niveau d'alerte 4 nécessitant un besoin urgent d'intervention. Les limites de cette étude d'évaluation demeurent la taille réduite d'échantillonnage bien que cela soit admise par la communauté humanitaire à travers différents clusters afin d'extrapoler les résultats sur l'ensemble de la zone mais également quelques biais commis par les enquêteurs lors de la collecte des données sur terrain ; situation qui a été corrigée avec le nettoyage de la base des données avant de procéder aux analyses.

Des entretiens ont été réalisés avec les informateurs clés : les autorités locales à l'occurrence des Bourgmestres des Communes, des membres de la société civile, les autorités ecclésiastiques, les opérateurs sanitaires, les communautés sinistrées etc. ; ses entretiens ont permis d'obtenir plus d'informations sur la zone et la crise. Trois types d'outils ont été utilisés pour la collecte des données. Il s'agit d'un questionnaire ménages, un questionnaire

de focus group et un questionnaire semi structuré avec les informateurs clés (autorités locales, comités des agriculteurs, etc.). Le questionnaire ménage axé sur la consommation alimentaire, l'économie, la situation en articles ménagers essentiels, l'agriculture alimentaire, des informations générales sur le ménage, l'eau-hygiène et assainissement, l'abri, et la protection. Le questionnaire de focus group a traité des mouvements de la population, l'accessibilité, la protection, l'économie des communes et des réponses en cours.

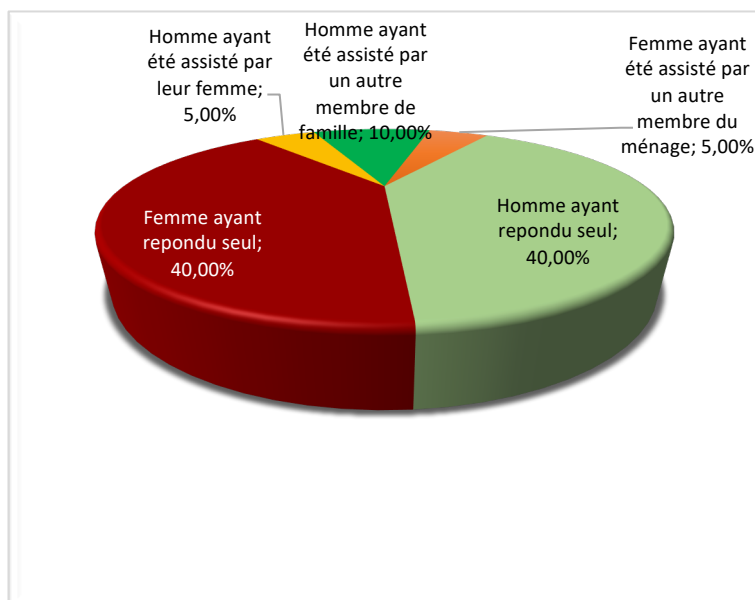
En vue de collecter les besoins spécifiques des différents groupes de la communauté, quatre types de focus group ont été chaque fois organisés dans les grandes agglomérations des Communes touchées à évaluer : Un focus group pour les hommes, un focus group pour les femmes, un focus group pour les jeunes filles et un focus group pour les jeunes garçons. Ces focus groups ont compris différentes couches de la communauté à savoir : les sinistrés, les familles d'accueil, les personnes âgées, les minorités ethniques, personnes en situation d'handicap, les malades chroniques, etc.

Ce travail a été réalisé par une équipe de 10 personnes (6 hommes et 4 femmes).

1. Présentation des résultats

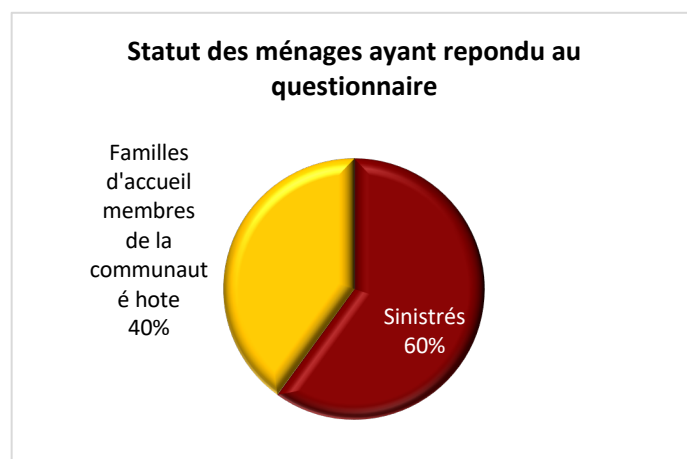
1.1 INFORMATIONS GENERALES SUR LES MENAGES ENQUETES

Figure 1. Répartition des répondants par sexe



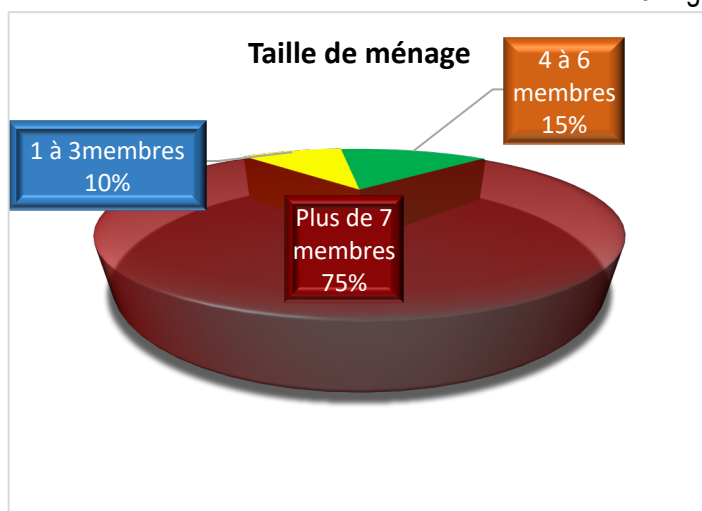
Il ressort de la figure 1 ci-contre que plus de 50% (soit 50 répondants sur les 100 interrogés) des femmes ont répondu aux questionnaires d'enquêtes. De ce nombre des répondantes femmes, 40% (soit 40 répondants sur les 100 interrogés) ont répondu seule aux questions, 5% (soit 5 répondants sur les 100 interrogés) ont été assistées par un autre membre du ménage et 5% (soit 5 répondants sur les 100 interrogés) ont assisté leurs maris durant l'administration du questionnaire. Ceci s'explique par le fait que les questionnaires sur la sécurité alimentaire sont plus adressés aux femmes connaissant mieux la situation nutritionnelle de leurs ménages.

Figure 2. Répartition des enquêtés par statut



Au regard de la figure 2, on note que 60% des personnes enquêtées (soit 60 répondants sur 100 enquêtés) sont des Sinistrés contre 40% (soit 40 répondants sur 100 enquêtés) qui sont des familles d'accueil.

Figure 3. Taille de ménages enquêtés



La figure 3 ci-contre, montre que 75% (soit 75 ménages sur 100 enquêtés) ont une taille moyenne plus au moins 7 membres au sein du ménage. 15% (soit 15 ménages sur 100 enquêtés) ont une taille comprise entre 4 à 6 membres au sein du ménage et 10% soit 10 ménages sur les 100 interrogés ont une taille ménage comprise entre 1 à 3 membres.

Néanmoins, notons que la taille moyenne des ménages est de 6.9 membres au sein du ménage sur l'ensemble des communes visitées.

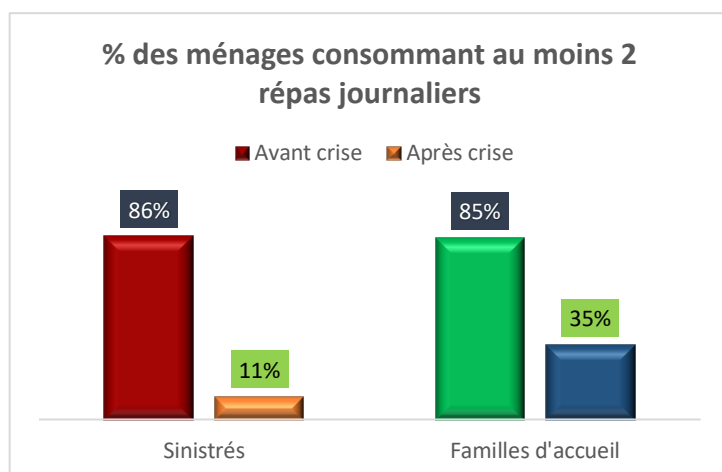
Tableau 1. : Données des personnes affectées par cette crise (déplacés/sinistrés & retournés)

Localisation des personnes affectées par cette crise (déplacés & retournés)								
Province	Communes	Zone de santé	Population dans la zone d'accueil	# Ménages déplacés	# personnes Déplacées	# personnes Retournées	Période de déplacement	Pression démographique
Ville de Kinshasa	Barumbu	Barumbu	275,401	3,336	23,352	-	Décembre 2023-Janvier 2024	8,47%
Ville de Kinshasa	Mont-Ngafula	Mont-Ngafula 1 et 2	709,710	2,181	15,267	-	Décembre 2023-Janvier 2024	2,15%
Ville de Kinshasa	Ngaliema	Mbinza ozone	1,406,778	1,727	12,089	-	Décembre 2023-Janvier 2024	0,85%
Ville de Kinshasa	Masina	Masina 1 et 2	1,106,154	1,783	12,481	-	Décembre 2023-Janvier 2024	1,12%
Ville de Kinshasa	Limete	Limete	720,678	2,257	15,799	-	Décembre 2023-Janvier 2024	2,19%
TOTAL			4,218,721	11,284	78,988	-		1,87%

Le tableau 1. Ci-haut renseigne une pression démographique de 1,87% (soit une population de **78.988 sinistrés/déplacés** sur une population totale de 4 218 721 personnes) des personnes déplacées des Communes touchées plus précisément dans : Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina. Par ailleurs, la Commune de Barumbu vient en tête avec un total de **3.336 Ménages sinistrés/déplacés soit 23.352 personnes avec une pression démographique de 8,47%** suivi de la Commune de Limeté avec **2.257 ménages sinistrés soit 15.799 personnes (2,19% de pression démographique sur la population totale cette Commune)**, la Commune de Mont-Ngafula avec **2.181 ménages sinistrés soit 15 267 personnes** en suite la Commune de Masina avec un total de **1.783 ménages soit 12.481 personnes** et enfin la Commune de Ngaliema avec un total de **1.727 ménages déplacés/sinistrés soit 12 089 personnes**.

1.2. SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES

Figure 4. % des ménages consommant au moins 2 repas journaliers



Il ressort de la figure 4 ci-haut qu'avant la crise 86% des sinistrés et 85% des familles d'accueil membres de la communauté hôte consommaient au moins 2 repas par jour ; ce qui n'est pas le cas actuellement où on enregistre un taux moyen de 23% (11% des sinistrés et 35% des familles d'accueil), des ménages consommant un seul repas par jour ; souvent non varié. Par apport aux Communes évaluées, notons que le taux des ménages consommant moins de 2 repas journaliers a été enregistré dans la Commune de Masina (29%) suivi respectivement de Mont-Ngafula, Ngaliema, Limete et Barumbu.

a. Score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire et sources de provenance des aliments

Tableau 2. Sur les scores de consommation alimentaire moyen des ménages

Statut des ménages	% des ménages avec SCA pauvre	% des ménages avec SCA Limite	% des ménages avec SCA Acceptable	Score de consommation (SCA) moyen
Sinistrés	97%	3%	0,0%	19,3
Familles d'accueil	95%	4%	1%	20,4
Moyenne	96%	3%	1%	20,1

Il découle du tableau ci-haut que le score de consommation alimentaire moyen des ménages enquêtés est de 20,1 (soit 20,4 pour les familles d'accueil membre de la communauté hôte et 19,3 pour les sinistrés).

Le taux des ménages avec un score de consommation pauvre est de 96% (95% des familles d'accueil membre de la communauté hôte et 97% pour les ménages sinistrés). Ce taux est respectivement suivi par celui des ménages avec un SCA limité qui est de 3% (4% des familles d'accueil et 3% des sinistrés) et enfin par celui des ménages avec un SCA acceptable de 1% (1% pour les familles d'accueil membre de la communauté hôte).

Par ailleurs, on note que le score de consommation alimentaire le plus faible des ménages enquêtés a été enregistré dans la Commune de Masina (SCA 18.5). D'après le rapport IPC cycle 22 (https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_DRC_Acute_Food_Insecurity_Jul2023_Jun2024_Report_French.pdf) la Commune de Masina est en crise (Phase 3) de l'insécurité alimentaire.

b. Stratégies de survie en cas de pénurie alimentaire

Tableau 3 : Stratégies des survies recourues par les ménages en période de pénurie alimentaire

Stratégie de survie recourue par les ménages au cours de 7 derniers jours précédant l'enquête	% ménages	ISS Moyen par statut		
		Sinistrés	Familles d'accueil	Général
1. Manger des aliments moins chers et moins préférés	95%	6.1	5.5	5.8
2. Emprunter de la nourriture ou être aidé par un ménage ami	77%	6.5	6.3	6.4
3. Limiter la quantité de nourriture par repas	85%	3.5	3.7	3.6
4. Réduire la consommation des adultes pour que les enfants puissent manger	71%	6.1	6.3	6.2
5. Réduire le nombre de repas par jour	83%	8.2	5.3	6.75
6. Acheter des produits alimentaires à crédit	72%	5.7	5.1	5.4
7. Cueillir les plantes sauvages de la chasse ou de la récolte avant maturité	17%	7.3	5.2	6.25
8. Consommer du stock des semences prévues pour la prochaine saison culturale	45%	4.9	3.9	4.4
9. Envoyer les membres de ménages se nourrir ailleurs	19%	3.5	2.9	3.2
10. Nourrir les membres travailleurs de ménage au détriment des membres non travailleurs	49%	6.3	2.1	4.2
11. Passer la journée entière sans manger	43%	6.3	6.7	6.5
12. Retirer les enfants de l'école	29%	1.5	1.5	1.5
13. Recourir aux pratiques illicites (vols, mendicité, prostitution, escroquerie, etc.)	11%	0.9	1.9	1.4
14. Quitter ou de changer de village pour de raison de manque de nourriture	9%	0.9	1.7	1.3
Indice de stratégie de survie (ISS) moyen		67.7	58.1	62.9

Au regard du tableau 3 ci-haut, on comprend que l'indice de stratégie de survie (ISS) moyen dans les Communes évaluées dans l'ensemble est de 62,9 (ISS de 67.7 pour les sinistrés et 58,1 les familles d'accueil membres de la communauté hôte). Par rapport aux différentes Communes évaluées, Masina détient un indice de stratégie de survie élevée (67) suivi respectivement de Barumbu (65) et Mont-Ngafula (63).

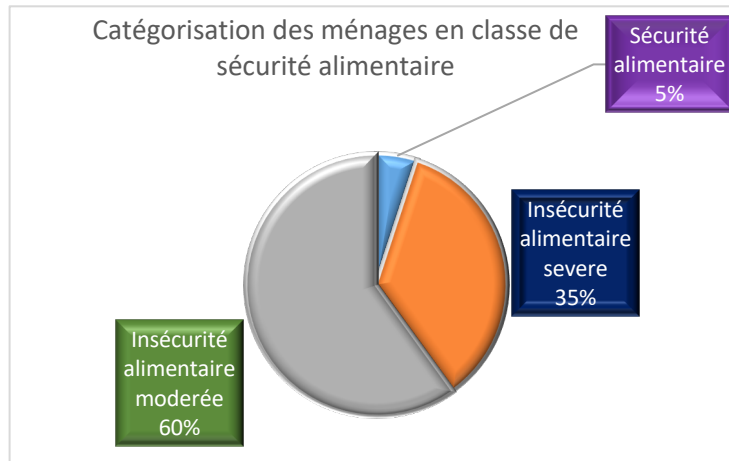
Manger des aliments moins chers et moins préférés (95%), limiter la quantité de nourriture par repas (85%), réduire le nombre de repas journalier (83%), acheter des produits alimentaires à crédit (72%), réduire la consommation des adultes au profit des enfants (71%), nourrir les membres des ménages qui travaillent au détriment de ceux qui ne travaillent pas (49%), consommer le stock des semences prévues pour la prochaines saison culturales (45%), passer la journée entière sans manger (43%), retirer les enfants de l'école (29%), envoyer les membres de ménages se nourrir ailleurs (19%), cueillir les plantes sauvages de la chasse ou de la

récolte avant maturité (17%),recourir aux pratiques illégales (11%) et enfin, quitter ou changer de Commune (9%).

De ces ménages, les résultats de l'enquête ont révélé que 79% d'entre eux recours à plus de 2 stratégies de survie contre 21% recourant à moins de deux.

c. Catégorisation des ménages en classe de la sécurité alimentaire

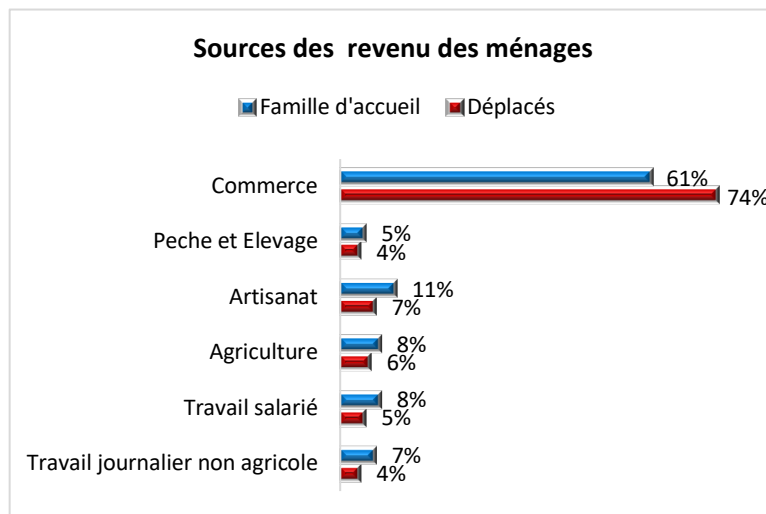
Figure 5. Catégorisation des ménages en classe de sécurité alimentaire



La figure 5 ci-haut montre que 95% des ménages évalués sont en insécurité alimentaire. Ces ménages étant majoritairement constitué des sinistrés récents de moins de 2 semaines. Ces ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre et une source de revenu incertaine.

d. REVENU DES MENAGES

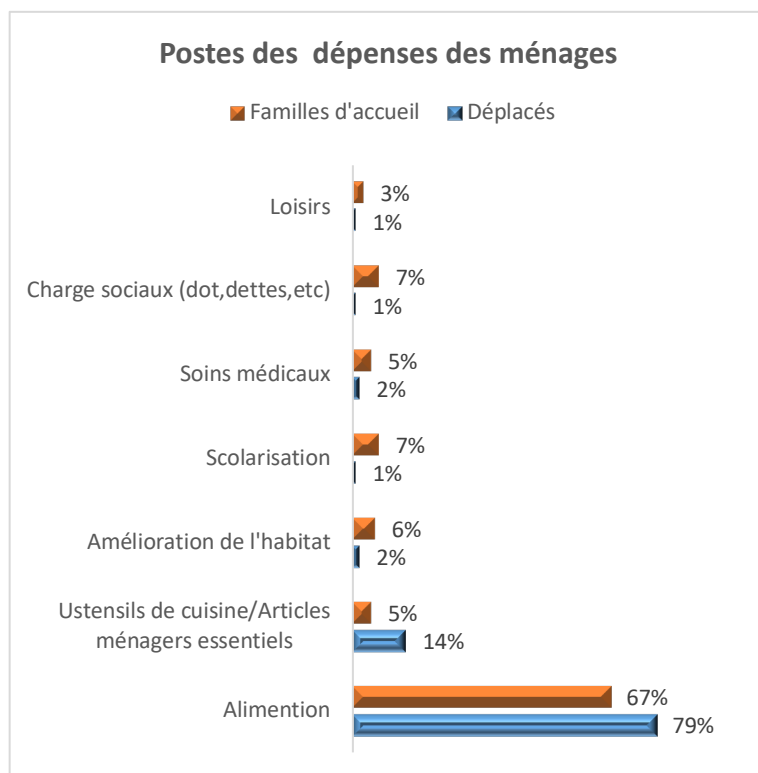
Figure 6. Source des revenus des ménages



En moyenne, les familles d'accueil des Communes évaluées ont comme principale source de revenu le petit commerce (61%) suivi de l'artisanat (11%), de l'agriculture et travail salarié (8%), travail non agricole (7%) et enfin de l'élevage (5%). Les sinistrés des Communes enquêtées ont comme principale source de revenu le petit commerce (75%). Ce taux est respectivement suivi par celui des sinistrés effectuant de l'artisanat (7%), l'agriculture (6%), le travail salarié (5%), travail journalier non agricole (4%) et élevage (4%).

e. Postes des dépenses

Figure 7. Postes des dépenses des ménages



Les familles d'accueil des Communes enquêtées affectent la majeure partie des revenus de leur ménage à l'alimentation (67%). Ce taux est respectivement suivi par celui de la scolarisation (7%), des paiements des chargés sociaux (7%), de l'amélioration de l'habitat (6%) et des achats des ustensiles de cuisines et des articles ménagers essentiels (5%).

Les sinistrés affectent la grande partie de leurs revenus à l'alimentation (79%), suivi respectivement de la part affectée aux achats des ustensiles de cuisines et des articles ménagers essentiels (14%).

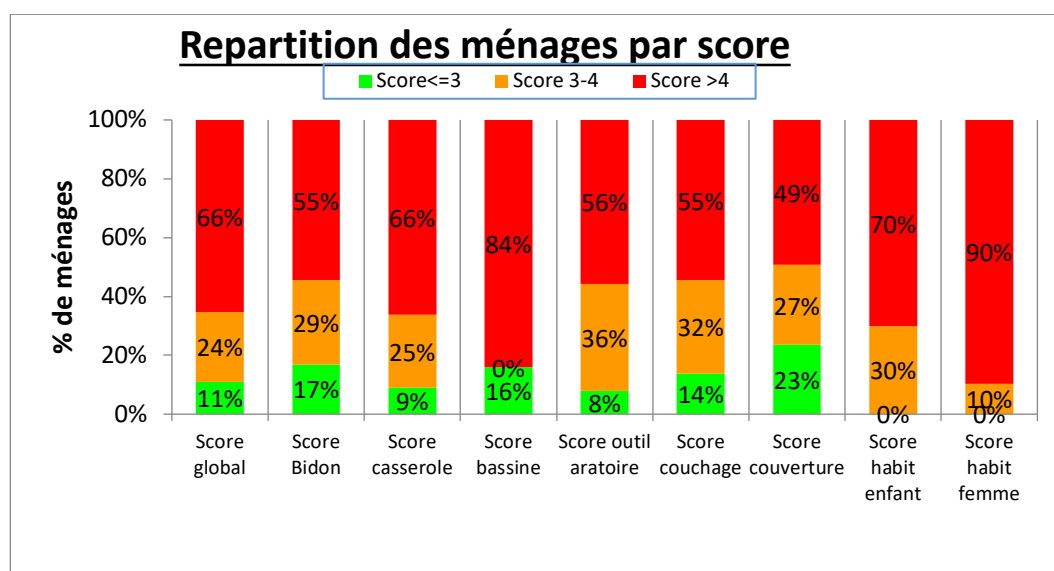
1.2. ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS ET ABRIS

Tableau 4 : Moyenne de score card en articles ménagers essentiels

Indicateur	Valeur	Variance	Intervalle de Confiance	
			Inferieur	Supérieur
Taille de Ménage	6,9	5,09	6,1	7,9
Score Total	4,3	0,14	4,2	4,4
Habit - complet enfant	4,7	0,2	4,6	4,8
Bassine	4,5	0,76	4,2	4,8
Bidon	4,5	0,38	4,3	4,7
Habit - complet femme	4,3	0,19	4,2	4,4
Couchage	4,3	0,64	4	4,6
Casserole	4,2	0,54	3,9	4,5
Couverture et drap	4	0,56	3,7	4,3
Outils aratoires	3,8	0,17	3,7	3,9

Il ressort du tableau ci-haut que le score card en articles ménagers essentiels des ménages sinistrés et familles d'accueil vivant dans les cinq groupes évalués (Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina) est de 4,3 (4.4 pour les sinistrés et 4.2 pour les familles d'accueil). La taille moyenne des ménages que comprennent ces ménages est d'environ 7 membres. Par articles ménagers, les ménages sont plus vulnérables en habits complets pour enfants (score card 4,7) suivi respectivement des bassines et des bidons (score card respectivement de 4,5), en habits complets femmes et support de couchage (score card respectivement de 4,3), casserole (score card de 4,2), en couverture et drap (score card de 3,9) et enfin en outils aratoires (score card de 3,8).

Figure 8. Répartition des ménages par score



En général, on constate que 66% (soit 66 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages enquêtés dans les cinq zones évaluées (Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina) possèdent un score card en articles ménagers essentiels supérieur à 4 et un taux de 20% des ménages avec un score card compris entre 3 et 4 ; ce qui est dans un seuil d'alerte 4 nécessitant un besoin urgent d'intervention. La proportion des ménages avec un score card supérieur à 4 par article se présente de la manière suivante : 70% (soit 70 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en habit pour enfant, 84% (soit 84 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en bassines, 55% (soit 55 ménages sur les 100 enquêtés) en bidons, 90% (soit 90 ménages sur les 100 enquêtés) en habit pour femme, 66% (soit 66 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en casseroles et enfin, 49% (soit 49 ménages sur les 100 enquêtés) des ménages en couverture.

1.3. Abris

L'évaluation a ressorti une superficie moyenne des habitats des ménages de 38 m² dans les Communes ciblées. Sur l'ensemble des ménages enquêtés, l'on note que plusieurs maisons sont sous l'eau, ce qui fait que les ménages sinistrés sont dans les familles d'accueils, place publique (École, Église, etc.) et d'autre sous des tentes. Cette situation est largement en dessous de standard sphère qui recommande un espace de 45 m² pour un ménage de 5 personnes au maximum.

1.4. PROTECTION

Il ressort de cette étude que les garçons, les filles, les femmes et les hommes logent dans les mêmes espaces, ce qui peut occasionner les risques de violence sexuelle et violences basées sur le genre.

1.5. EDUCATION

D'après les observations et analyses menées sur terrain, plusieurs écoles sont non fonctionnelles suite à la crise (inondées sous l'eau). Cette évaluation a ressorti des pertes d'infrastructures scolaires, fournitures scolaires tant au niveau des écoles (matériels didactiques) qu'au niveau des ménages et un nombre élevé des enfants en âge scolaire qui n'étudie plus suite (perturbation du calendrier scolaire) et à cette situation désastreuse.

1.6. EAU, HYGIENNE ET ASSAINISSEMENT

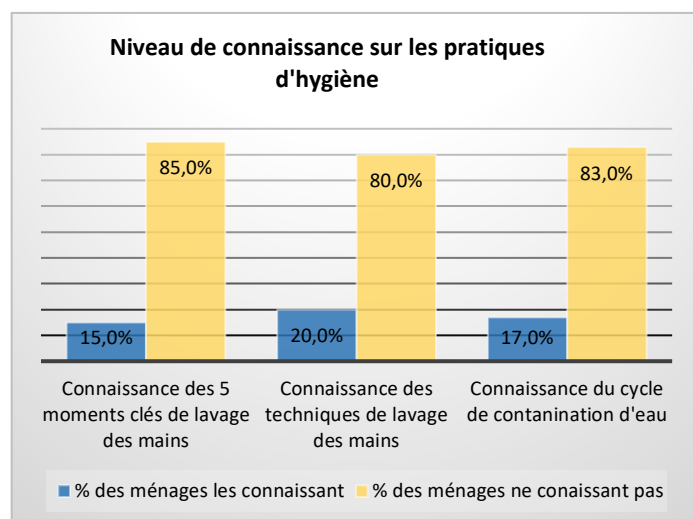
Leurs robinets d'eau ont été endommagé par la présence des eaux, coupant ainsi tout approvisionnement en eau aux ménages sinistrés de cette partie de la ville.

Notons que les conditions de précarité dans lesquelles vivent les ménages sinistrés liées à l'eau potable, à l'hygiène et assainissement du milieu, risque d'accroître les épidémies/maladies d'origine hydrique. 76% des sinistrés consomment de l'eau non potable et le taux de consommation moyenne d'eau potable par ménage est de 5 litres par jour. En outre, le faible taux de ménages ayant accès à une latrine hygiénique selon les standards et normes du cluster est faible.

La quasi-totalité des familles des sinistrés vivant dans les ménages hôtes utilisent encore des latrines communes qui ne garantissent pas la dignité des personnes, ni la sécurité exposant ainsi les filles et les femmes à des risques de violence sexuelles. Le manque des conditions suffisantes au niveau des structures sanitaires et de ménages, constituent une source importante de prolifération des maladies au sein des personnes fréquentant ces centres et leurs environnants.

1.6.1. Niveau de connaissance de la communauté sur les pratiques d'hygiène

Figure 13. Niveau de connaissance sur les pratiques d'hygiène



La figure ci-contre montre que le niveau de connaissance des ménages des Communes visitées est faible. D'après nos investigations menées sur terrain, 85% (soit 85 répondants sur les 100 interrogés) des ménages interrogés ne sont pas à mesure de citer au moins 3 moments sur les cinq moments clés de lavage des mains ni de citer les étapes du cycle de contamination oro-fécale de l'eau (de la source à la consommation). 80% (soit 80 répondants sur les 100 interrogés) des ménages interrogés ne connaissant pas les techniques de lavage des mains. Ce faible niveau de connaissance est à la base du taux élevée des maladies d'origine hydrique enregistré au niveau de centres de santé.

1.7. SANTE ET NUTRITION

Figure 14. Recours des ménages en matière de soins médicaux

Au regard des données de cette étude, centres structures sanitaire sont inondés avec un déficit en médicaments, matériel médical endommagé et plusieurs malades et personnel soignant ont été obligés de quitter. Ce qui rend d'avantage les malades plus vulnérables suite à cette situation.

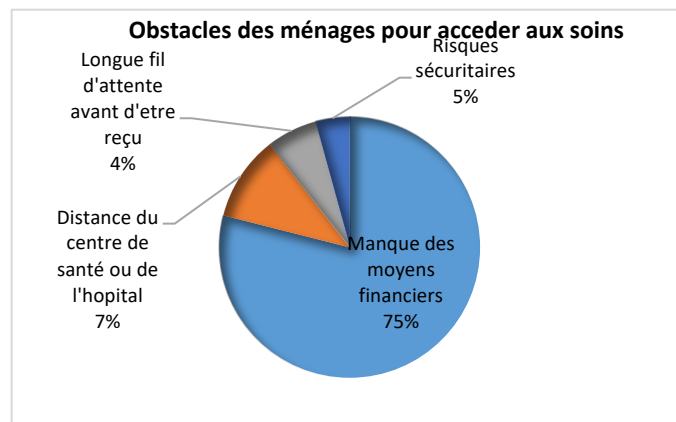
Les latrines, les trous à ordures, les fosses à placenta etc., inondés risquent d'être des vecteurs des propagations de plusieurs maladies.

Aucun cas d'épidémie n'a été enregistré jusqu'à ce jour du moins dans le cadre de l'enquête qui est la nôtre menée jusqu'ici sur les différents sites depuis le début de la crise. Le manque des conditions suffisantes au niveau des structures sanitaires et de ménages, constituent une source importante de prolifération des maladies au sein des personnes fréquentant ces centres et leurs environnants.

La grande majorité des sinistrés dorment sans moustiquaires. Les maladies les plus courantes dans les communautés visitées sont le paludisme, infection respiratoire et diarrhée aigüe

1.7.1. Obstacles des ménages en matière de soins médicaux

Figure 15. Obstacles des ménages pour accéder aux soins



La figure ci-haut montre que 75% (soit 75 répondants sur les 100 interrogés) des ménages enquêtés dans les 5 Communes affectées par les inondations sont confrontés aux manques des moyens financiers pour répondre à leurs besoins de soins médicaux.

Cette proportion est respectivement suivie par celle des ménages confrontés principalement à la distance du centre de santé ou de l'hôpital (7% soit 7 répondants sur les 100 interrogés), des risques sécuritaires et enfin à des longues files d'attente (respectivement de 4% soit 4 répondants sur les 100 interrogés).

1.8 Accès Humanitaire à la zone

L'accès physique aux zones inondées reste difficile jusqu'à présent ; à l'exception des quelques quartiers dans les 5 Communes qui connaissent une diminution de la montée des eaux.



Nous voici au terme de notre mission d'évaluation des besoins humanitaires urgents aux communautés affectées par les inondations dans les Communes de Barumbu, Mont-Ngafula, Limete, Ngaliema et Masina, dans la ville Province de Kinshasa en République Démocratique du Congo.

A l'issu de cette mission, les résultats suivants ont été ressortis suivant les secteurs évalués :

- 50% des répondants femmes ont pris part à cette évaluation des besoins humanitaires ;
- 60% des ménages sinistrés et 40% des ménages d'accueil ont répondu aux questionnaires d'évaluation ;
- 75% des ménages enquêtés ont une taille ménage supérieure ou égale à 7 ;
- Une pression démographique de 1,87% (**soit une population de 78.988 sinistrées/déplacées sur une population totale de 4 218 721 personnes**)
- 85% des ménages consomment actuellement moins de 2 repas journalier ;
- Le score de consommation alimentaire moyen des ménages est de 19.3 pour les sinistrés et 20.4 pour les familles d'accueil ;
- L'indice de stratégie de survie moyen des ménages est de 62.9 ;
- 74% des sinistrés ont comme principale source de revenus, le petit commerce ;
- La taille de ménage moyen est de 6.9 personnes par ménage ;
- Le score card NFi est de 4.3 ;
- Les habitats des ménages vivent dans une forte promiscuité (38 m²) ;
- 85% des ménages ne savent ni n'appliquent les 5 moments clés de lavage des mains ;
- 75% des ménages sont confrontés aux difficultés de répondre à leurs besoins en soins médicaux.

De ce qui précède et à la lumière de l'arbre décisionnelle des besoins humanitaire, une intervention d'urgence en cash transfert à multiples usages via les services Mobile banking demeure une voie rassurante pour répondre aux besoins de la zone tout en en promouvant la dignité des ménages affectés par la crise et en renforçant leur sécurité.

Toutefois, des séances de sensibilisation des ménages sur la bonne utilisation et affectation des avoirs du ménage, les modalités de transferts monétaires via l'approche cash transfert (Mobile Banking) et les bonnes pratiques alimentaires s'avèrent nécessaire avant et pendant les distributions.

Une implication et renforcement des agents de l'ordre (forces armées et PNC) mais également la mise en œuvre des projets humanitaires visant le renforcement de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique à travers les actions de prévention et des réponses aux thématiques de droits humains comme les sensibilisations, les médiations, les plaidoyers et le référencement des victimes vers les structures de prise en charge demeure nécessaire afin de réduire ce genre d'évènements.



Photo Caritas Congo Asbl : Maison inondée



Photo Caritas Congo Asbl : Maison inondée

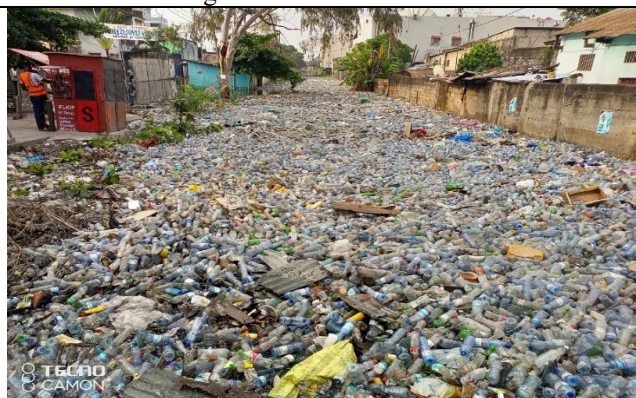


Photo : Une canalisation inondée



Photo : Quartier Mapela inondé



Photo : Équipe d'évaluation



Photo : Situation des ménages sinistrés